

4 Économie

Atelier régional sur l'initiative de développement durable du palmier à huile

Pour une filière huile de palme durable en Afrique

JM

Libreville/Gabon

L'HÔTEL Méridien Ré-Ndama de Libreville a servi de cadre, les 12 et 13 octobre, à l'atelier régional sur l'initiative de développement durable du palmier à huile. L'objectif de cette rencontre, la troisième du genre, était de partager les expériences, les enjeux, les défis et les opportunités autour de l'huile de palme en Afrique.

Le Premier ministre, Emmanuel Issoze Ngondet, présidant les travaux de ces assises, a commenté



Photo : Jean Madouma

Le délégué de la RDC faisant le point sur les enjeux de la déforestation. Photo de droite : Les participants à l'atelier régional sur l'huile de palme.

ainsi qu'il suit leur orientation. « Cet atelier constitue une plate-forme régionale de discussions ouvertes



Photo : Jean Madouma

entre les différentes parties prenantes, dans le but de proposer des lignes directrices et des propositions d'actions visant à construire une filière huile de palme durable en Afrique», a indiqué le chef

du gouvernement.

Il a souhaité que ces assises parviennent à définir, de manière consensuelle, le critère de zéro déforestation qui constitue la pierre angulaire des échanges sur le débat international sur la question. Le ministre de l'Agriculture, de l'Élevage, chargé du programme Graine, Yves Fernand Manfoumbi a, quant à lui, rappelé les enjeux du développement durable, au cœur de toutes les réflexions autour du palmier à l'huile.

« Nos pays ayant la volonté de développer le palmier à huile, les questions de développement durable liées à

cette activité nous interpellent tous, et sont indispensables pour une croissance saine, durable et inclusive. Le palmier à huile va occuper une place incontournable dans le paysage économique de nos pays et être une source de devises pour accompagner la diversification des sources de revenus. Pour relever ces défis, nous devons rechercher un cadre de gouvernance solide dans ses aspects juridiques, administratifs, mais également durables, susceptibles de répondre à la multiplicité des enjeux qu'ils rencontrent», a souligné le ministre.

Notation

Fitch Ratings abaisse la note du Gabon

MSM

Libreville/Gabon

L'agence de notation financière américaine indique que cette dégradation est consécutive à « la vive détérioration des comptes budgétaires et extérieurs du pays, l'accumulation d'importants arriérés intérieurs comme extérieurs, ainsi que la hausse de la dette publique ».

L'AGENCE de notation financière internationale Fitch Ratings a abaissé, vendredi dernier, la note

de la dette du pays de "B+" à "B", avec perspective négative. Selon Fitch, deux principaux facteurs sont à l'origine de cette notation. Il s'agit notamment de la détérioration de l'endettement et la situation budgétaire du pays.

En passant de "B+" à "B", la note de la dette gabonaise descend ainsi à un niveau plus bas, dans la catégorie spéculative.

L'agence indique, par ailleurs, qu'elle pourrait encore l'abaisser dans les prochains mois. Cette dégradation, ajoute Fitch, est consécutive à la baisse des prix pétroliers observée à



Photo : Arisfide Moussavou/ L'Union

L'agence américaine formule des inquiétudes en ce qui concerne la hausse de la dette publique du Gabon.

partir de la seconde moitié de l'année 2014. Cette situation se traduit par « la vive détérioration des

comptes budgétaires et extérieurs du pays, l'accumulation d'importants arriérés intérieurs comme extérieurs, ainsi que la hausse de la dette publique ».

L'agence estime, néanmoins, que le prêt de 642 millions de dollars accordé en juin dernier, sur trois ans, par le Fonds monétaire international (FMI) « va probablement faciliter la situation de la trésorerie, soutenir les réformes » et, peut-être, entraîner la contribution d'autres créanciers multilatéraux comme bilatéraux.

Toutefois, prévient l'agence, la perspective

d'une dégradation supplémentaire de cette note reflète, en outre, « les risques de non-application des conditions du programme du FMI qui pourraient entraîner un retard dans le versement de son aide ».

« Les arriérés du pays sont montés à 2% du Produit intérieur brut (PIB) pour les créanciers extérieurs, et à pas moins de 7,7% du PIB pour les retards de paiements intérieurs, comme les remboursements de TVA ou le paiement de fournisseurs, tandis que le déficit budgétaire a gonflé à 6,6% du PIB après 4% en 2015 », relève Fitch.

Entrepreneuriat

Les avantages de l'Agoa selon Madeleine Berre

FA.

Libreville/Gabon

Le ministre du Commerce, Madeleine Berre, accompagnée de sa déléguée Irène Lindzondzo, a présenté, vendredi dernier, à l'espace PME de Libreville, les opportunités qu'offre l'African growth opportunities act (Agoa), une loi américaine ayant vocation à proposer aux opérateurs nationaux d'exporter leurs produits sur le marché américain.

« Il y a des avantages liés à cette loi, des exonérations

des droits de douane et également des mises à niveau d'une standardisation de produits sur le marché américain », a expliqué la ministre.

En 2015, le Gabon avait organisé un forum sur l'Agoa regroupant investisseurs et entrepreneurs. Au sortir de celui-ci, le Centre de ressource de l'Agoa du Gabon avait été mis en place. Cette instance se donne pour mission, entre autres, de vulgariser cette loi américaine votée et promulguée en 2010, en organisant pour les entreprises des formations et des sémi-



Photo : F.A.

La ministre du Commerce, Madeleine Berre, vantant les opportunités qu'offre Agoa.

naires sur la gestion, le financement, le marketing, la labellisation et la préparation des prochains salons. Mais aussi en facilitant les visites des

acheteurs internationaux et des investisseurs et en permettant aux Africains de vendre leurs produits sur le territoire américain. Ceci en respectant les critères d'exportation en vigueur aux USA.

« Quand vous avez la labellisation de pouvoir vendre sur le marché américain, vous avez toute l'opportunité de gagner le monde entier. C'est cet enjeu que nous voulons mettre en phase, surtout que nous sommes dans une contrainte de diversification de l'économie et de transformation. Nous encourageons donc la trans-

formation gabonaise dans tous ses modèles (créativités, alimentaires, industriels, etc.) pour pouvoir permettre de gagner les marchés américains », a-t-elle souligné.

Le membre du gouvernement a annoncé la réunion, cette semaine, du Comité national de l'Agoa pour discuter avec tous les acteurs, non seulement, du ministère du Commerce, mais aussi d'autres départements intéressés, en vue d'arrêter le projet de stratégie nationale qui permettra aux gouvernants d'accompagner l'effectivité de cette loi au Gabon.

CHANGEMENTS	COURS INDICATIFS DES DEVISES EN DATE DU 16/10/2017	FIXING			VENTE BILLETS (sans frais)		INDICES BOURSINIERS			
		DEV	EUR/DEV	DEV/COT	DEV/CFA	DEV	CFA		en date du	
		XAF	xxxxx	xxxxx	xxxxxx	1 EUR	655,957			
		USD	1,1810	1USD =	555,425	1 USD	574,865	CAC 40	16/10/2017	5 347,77
		CAD	1,4761	1CAD =	444,385	1 CAD	468,017	DOW JONES	16/10/2017	22 876,53
		JPY	132,4900	1JPY =	4,951	100 JPY	514,843			
		GBP	0,8898	1GBP =	737,196	1 GBP	769,612			
		CHF	1,1533	1CHF =	568,765	100 CHF	59 612,82			
		ZAR	15,8047	1ZAR =	41,504	100 ZAR	4 315,90			
		MAD	11,1565	1MAD =	58,796	1 MAD	61,14			
		CNY	7,7831	1CNY =	84,280	1CNY	86,81			
		KES	122,5500	1KES =	5,353	1KES	5,51			

BRENT (IPE) US Dollars/Baril
16 Octobre 2017: 57,14